

PROPOSITIONS DE LA CFTC

EUROPE

FORMATION INITIALE ET PROFESSIONNELLE

LOGEMENT

- Création d'un label traçabilité sociale
- Réécriture des statuts de la Banque centrale européenne
- Critère de convergence sociaux pour l'ensemble des pays de l'UE
- Mise en place des critères de la qualité de l'emploi (condition de travail, dialogue social, protection sociale, etc.)
- Développer une politique de grands travaux européens
- Promouvoir une politique industrielle volontariste
- Réguler les échanges financiers
- En finir avec la logique du marché intérieur à l'origine de toutes les directives européennes de libéralisation

- Mettre en place massivement un soutien individuel des élèves
- La CFTC rappelle son attachement au libre choix de l'école
- Les parents d'élèves restent les premiers responsables de l'éducation des enfants
- 100 % des élèves doivent arriver au maximum de leur possibilité, de la maternelle au supérieur
- Mise en place d'un service public de l'orientation professionnelle
- Établir des passerelles entre les entreprises et l'Éducation nationale
- Dans les entreprises : créer une synergie entre les différentes instances de formation
- Création d'un chèque formation inversement proportionnel au nombre d'années d'études suivies
- Développer la GPEC territoriale
- Améliorer la portabilité du Droit individuel à la formation

- Création de 500 000 logements par an pendant 5 ans
- Maintien de l'indice de référence des loyers lors des changements de locataires
- Promouvoir la mixité sociale
- Régulation du marché de l'immobilier pour maîtriser le prix du logement et du foncier
- Définition d'une politique fiscale afin de favoriser des économies d'énergie
- Instauration d'une garantie des risques locatifs obligatoire

François BAYROU

- Élection du président de l'Union au suffrage universel
- Mise en place d'un droit du travail cohérent en Europe
- Création d'un Conseil de la politique économique de la zone euro
- Créer une autorité européenne de supervision des banques
- Créer un label Produit en France

- Augmenter le budget de l'Éducation nationale
- Favoriser le rapprochement entre l'Éducation nationale et l'entreprise
- Création de collège de taille réduite selon les quartiers
- Allègement de la journée scolaire compensée par une réduction de la durée des vacances
- Encourager le mécénat d'entreprises en faveur des études

- Réimplantation des services publics dans les quartiers les plus défavorisés
- Droit au logement garanti pour tous
- Minimum de 20 % de logements sociaux dans les programmes de constructions neuves
- Doublement du parc de logements étudiants

François HOLLANDE

- Émission d'emprunts européens (Euro Bonds) pour le financement de projets (transports, énergie, biotechnologie)

- Refonte des rythmes scolaires et des programmes
- Revalorisation du métier d'enseignant
- Création d'une allocation d'étude pour jeunes adultes sous condition de ressources
- Droit à la formation pour ceux qui ont quitté le système scolaire très tôt

- Plafonnement du montant des loyers
- Construction de 2,5 millions de logements dont 150 000 logements sociaux

Eva JOLY

- Réformer la gouvernance économique européenne
- Renforcement des pouvoirs du Parlement européen
- Repenser la politique monétaire en conservant toutefois l'indépendance de la BCE
- Renforcer le rôle de l'Europe sur la politique économique
- Mettre en place un régime paneuropéen de restructuration des banques

- Recrutement de professeurs et de personnels éducatifs
- Plan d'aide financière, technique et pédagogique pour les étudiants
- Favoriser la mixité sociale à l'école
- Créer des maisons de l'aide aux devoirs
- Encourager la formation professionnelle dans la construction écologique

- Développement des coopératives d'habitants
- Pas d'expulsion sans relogement
- Gel de l'indice de révision des loyers

Marine LE PEN

- Validation du "Non" du référendum du 29 mai 2005
- Sortie de l'euro et de l'espace Schengen
- Renégociation radicale des traités européens
- Limiter le pouvoir de la Commission européenne notamment sur le plan fiscal
- Mise en place de quotas et taxes sur l'importation de produits d'origine extra UE

- Développer l'attribution des bourses au mérite
- Abandon du collège unique
- Réduction du personnel administratif au profit des enseignants
- Mise en place d'un système de chèque scolaire et suppression de la carte scolaire
- Mesures incitatives au développement de l'apprentissage et des stages

- Affirmer la priorité pour les Français dans l'attribution des logements sociaux

Jean-Luc MÉLENCHON

- Sortir du traité de Lisbonne et réforme des institutions
- Contrôle de la BCE par les institutions politiques de l'UE
- Référendum sur les dispositions européennes auxquelles la France doit déroger
- Création d'une Agence européenne de sécurité financière
- Instauration d'un salaire minimum européen

- Revalorisation des enseignants et remplacement des postes supprimés depuis 2002
- Suppression des subventions publiques à l'école privée
- Distribution gratuite et exclusive par l'État de fournitures scolaires
- Limiter à 25 le nombre d'élèves par classe
- Renforcement et diversification de l'enseignement technologique

- Construction de 50 000 logements sociaux

Nicolas SARKOZY

- Chercher de nouvelles ressources propres pour le budget européen
- Nommer un commissaire à la concurrence et à la politique industrielle
- Renforcer le lien recherche, croissance et société
- Libérer le financement des entreprises par l'unification du capital-risque
- Opposition à l'entrée de la Turquie

- Poursuite de la réforme des universités
- Plus grande personnalisation des parcours
- Renforcer les liens entre l'Université et l'entreprise
- Renforcer l'incitation d'embauche des employés sous alternance
- Mettre en place un décompte mensuel du travail pour les apprentis

- Créer un « droit à l'achat » pour les locataires de logements sociaux
- Développer l'offre de logements pour les classes moyennes
- Accompagner les locataires HLM qui rencontrent des difficultés à payer leur loyer
- Proposer une charte qualité du logement étudiant reconnue nationalement par l'ensemble des acteurs du logement